

(ARMOIRIES)

CABINET DU PREMIER MINISTRE

PROVINCE DE QUEBEC

le 20 février 1964

Me Jean Fournier
Président
Commission du Service civil
Hôtel du Gouvernement
Québec

Monsieur le Président,

Je vous prie de faire enquête et rapport sur les fonctionnaires suivants du département de l'Instruction publique touchant les faits qui sont rapportés à leur sujet dans LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LE COMMERCE DU LIVRE DANS LA PROVINCE DE QUEBEC.

Vous voudrez bien examiner si les faits en question constituent une dérogation à leurs devoirs de fonctionnaires.

<u>Nom</u>	<u>Fonction</u>
BEAUDRY, Gérard	Directeur de l'Ecole normale Jacques-Cartier
GOSSELIN, Maurice	Inspecteur général adjoint
LAURENCE, Jean-Marie	Conseiller technique
BILODEAU, Charles	Conseiller technique
CARIGNAN, Abbé Paul-H.	Visiteur adjoint des Instituts familiaux
DAVIGNON, Marie-Jeanne	Secrétaire de la Commission des écoles élémentaires
DeBRAY, Alain	Professeur d'école normale
FILTEAU, Gérard	Conseiller technique
PEPIN, Jean-Guy	Professeur d'école normale
PERRON, Louis	Professeur d'école normale
ROULEAU, Cécile	Directrice de la "Revue de l'Instruction publique."
VINETTE, Roland	Secrétaire du département de l'Instruction publique et du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes meilleurs sentiments.

(signé) JEAN LESAGE

Monsieur le Premier Ministre,

1. Dans votre lettre du 20 février, dont vous trouverez ci-jointe une copie, vous avez demandé à la Commission du Service Civil de faire enquête et rapport sur un certain nombre de fonctionnaires du département de l'Instruction Publique touchant les faits rapportés à leur sujet dans le rapport de la Commission d'Enquête sur le Commerce du Livre dans la Province de Québec. Vous nous avez demandé d'examiner si les faits en question constituaient une dérogation à leurs devoirs de fonctionnaires. En vertu de l'article 11 de la Loi du Service Civil, la Commission du Service Civil a parmi ses fonctions celle de faire, à la demande du chef d'un ministère, enquête et rapport sur ses fonctionnaires ou sur toute affaire se rattachant au ministère.
2. Avant de commencer notre enquête il nous a fallu préciser les devoirs du fonctionnaire et déterminer, en particulier, à quoi sont en droit de s'attendre le gouvernement et le public de la part des fonctionnaires à leur service.
3. Comme toutes les professions, la fonction publique doit avoir un code d'éthique et de conduite. Toute inconduite fatalement rejaillit sur la fonction publique et tend à diminuer la con-

fiance...

fiance du public en elle. L'intégrité du fonctionnaire ne doit pas être mise en doute. Pour protéger et affirmer cette intégrité, le fonctionnaire doit éviter de se placer dans une situation qui l'oblige à choisir entre son intérêt et son devoir. Rien ne doit compromettre l'impartialité du fonctionnaire. En l'absence de règles écrites, le fonctionnaire doit suivre les dictées de sa propre conscience. En Angleterre, où la tradition du "Civil Service" est bien affermie, on n'hésite pas à dire que:- "Toutes les situations où l'honnêteté du fonctionnaire pourrait être - même injustement - mise en doute seront délibérément écartées". (Page 149, Le Civil Service Britannique, Paul-Marie Gaudenet, Cahiers de la Fonction Nationale des Sciences Politiques, 1952).

4. Au cours de notre enquête nous avons consulté la jurisprudence britannique et la législation américaine en matière de conflits d'intérêts ainsi que certains auteurs français concernant les devoirs et obligations du fonctionnaire.
5. En France, le fonctionnaire peut écrire ou produire des oeuvres scientifiques, littéraires ou artistiques et retirer tout le profit pécuniaire que ces activités peuvent comporter, toutefois, il est précisé que ces activités ne doivent pas avoir un caractère plus commercial que littéraire, artistique ou scientifique et ne pas absorber la majeure partie de son temps au détriment de ses fonctions. Le "vrai" fonctionnaire doit être d'abord désintéressé. Robert Catherine dans son volume "Le Fonctionnaire Français" écrit:- "Lors-que la collaboration apportée par un fonctionnaire à une publication technique met en jeu des documents administratifs dont l'intéressé n'a pu avoir connaissance que dans le cadre de son activité professionnelle, l'autorité hiérarchique est fondée à exiger que le fonctionnaire sollicite une autorisation préalable." Catherine recommande aux fonctionnaires d'être prudents et circonspects c'est-à-dire "avisés". La prudence est la mère de la sûreté. L'article 8 du Statut général des fonctionnaires et les dispositions de l'article 175 du Code pénal interdisent à tout fonctionnaire, quelle que soit sa position, d'avoir par lui-même ou par personne interposée et sous quelques dénominations que ce soient des intérêts de nature à compromettre son indépendance.

6. Aux...

6. Aux Etats-Unis il existe une législation récente en matière de conflits d'intérêts (H.R. 8140, July 1962, Senate Report No. 2213). Le Congrès américain s'est inspiré des recommandations de l'Association du Barreau de la ville de New-York dans la rédaction de cette nouvelle législation. Voici des extraits pertinents du volume "Conflict of Interest and Federal Service" publié par cette association en 1960:- "If a man is in a position of conflicting interests, he is subject to temptation however he resolves the issue. Regulation of conflicts of interests seeks to prevent situations of temptation from arising. An Internal Revenue Agent auditing his own tax return would offer a simple illustration of such a conflict of interest. Perhaps the agent's personal interest in the matter would not affect his discharge of his official duty, but the experience of centuries indicates that the contrary is more likely and that affairs should be so arranged as to prevent a man from being put in such an equivocal position." En 1958, le Congrès américain a adopté une résolution qui constitue depuis en quelque sorte un nouveau décalogue pour le fonctionnaire américain. L'article VIII de ce "Code of Ethics for government service" se lit comme suit:- "Never use any information coming to him confidentially in the performance of governmental duties as a means for making private profit."
7. En Angleterre, un comité de trois fonctionnaires rédigea, en 1928, les principes qui devaient régir la conduite des fonctionnaires. Selon eux:- "The first duty of a Civil Servant is to give his undivided allegiance to the State at all times and on all occasions when the State has a claim upon his services.....But to say that he is not to subordinate his duty to his private interests, nor to make use of his official position to further those interests, is to say no more that he must behave with common honesty..... but neither is he so to order his private affairs as to allow suspicion to arise that a trust has been abused or a confidence betrayed."
8. Au Canada la règle civile touchant les conflits d'intérêts est en grande partie codifiée à l'article 102 du Code criminel. Selon cet article, c'est une

infraction....

infraction que de recevoir, étant fonctionnaire, un bénéfice de quelque nature que ce soit, en considération d'une collaboration, d'une aide, d'un exercice d'influence ou d'un acte ou omission concernant une affaire ayant trait au gouvernement que, de fait, le fonctionnaire soit en mesure ou non d'exercer une influence. Dans le jugement rendu récemment sur la poursuite contre monsieur Antonio Talbot, l'on trouve les remarques suivantes concernant l'article 102:- "Cet article prohibe d'une façon absolue de faire certains actes, et nous croyons que cette prohibition a été édictée afin de protéger la moralité publique, l'indépendance des fonctionnaires et l'honnêteté dans l'administration de la chose publique. Ce que cet article a voulu éviter c'est qu'un fonctionnaire, un jour ou l'autre, dans le cours de sa carrière, soit placé dans une situation qui l'oblige de choisir entre son devoir et son intérêt."

9. Dans la loi du service civil de la province d'Ontario il y a un règlement qui se lit comme suit:-

"15. A civil servant shall not engage in any work
 " or business undertaking,
 " (a) that interferes with the performance of his
 " duties as a civil servant;
 " (b) in which his interest conflicts with the best
 " interests of the Crown;
 " (c) in which he has an advantage derived from
 " his employment as a civil servant; or
 " (d) in which his work would otherwise constitute
 " fulltime employment for another person.
 " O. Reg. 190/62, s.15."

10. Tout fonctionnaire de la province de Québec avant d'entrer en fonction doit prêter le serment d'office à l'Annexe "A" de la Loi du service civil (articles 50 et 55) et qui se lit comme suit:- "Je, "A.B., jure que je remplirai les devoirs de ma charge de..... avec honnêteté et justice, et que je "ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, "dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le "but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce "soit par ou avec le gouvernement, à part de mon trai-

tement....

"tement, ou de ce qui me sera alloué par la loi ou
"par un arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil.
"Ainsi que Dieu me soit en aide!" L'article 55 dit
que tout sous-chef, ou fonctionnaire, qui contre-
vient à ce serment doit être immédiatement destitué
en la manière prévue par ladite loi.

11. Aucun des fonctionnaires que nous
avons interrogés au cours de notre enquête n'a re-
fusé de répondre à nos questions. Nous avons cher-
ché à leur faire comprendre qu'ils ne se présentaient
pas devant nous en tant qu'accusés mais que le rôle
de la Commission du Service Civil était autant de les
protéger que d'examiner si oui ou non ils avaient dé-
rogé à leurs devoirs de fonctionnaires. Tel que vous
l'avez demandé, Monsieur le Premier Ministre, nous
leur avons donné l'occasion de se faire entendre sur
les faits rapportés à leur sujet dans le rapport Bouchard.
12. Vous constaterez que nous n'avons pas
fait enquête dans le cas de monsieur Jean-Marie Laurence
car ce dernier a quitté le département de l'Instruction
Publique en juillet 1962, donc plusieurs mois avant même
que ne commence l'enquête sur le commerce du livre.
13. Notre enquête nous a permis d'en venir,
d'une façon générale, aux mêmes conclusions que cel-
les du rapport Bouchard quant à l'existence d'un systè-
me étrange, faux même, d'élaboration et d'approbation
des programmes et manuels scolaires. Une des consé-
quences fatales de ce "système" a été de placer des
fonctionnaires du département de l'Instruction Publique
en conflit d'intérêts. En effet, certains d'entre eux
étaient membres d'organismes d'approbation en même
temps qu'ils étaient pécuniairement intéressés, soit
comme auteurs, soit comme collaborateurs recevant des
redevances, soit comme actionnaires ou administrateurs
de maisons d'édition, soit intéressés à plusieurs de ces
titres à la fois. Notre enquête a révélé que certains des
fonctionnaires en conflit d'intérêts l'ont été inconsciem-
ment et que, de toute façon, ils n'étaient pas placés
pour corriger le "système" ou même pour suggérer des
corrections à qui de droit. D'autres, par ailleurs, au-
raient dû, il nous a semblé, s'étonner et s'interroger en
raison des montants considérables de redevances qu'ils

recevaient...

recevaient; n'auraient-ils pas alors dû comprendre qu'ils avaient certains gestes à poser? Par contre plusieurs ont admis l'existence d'un "système", certains n'ont pas hésité à le condamner. Un directeur d'études, interrogé au cours de l'enquête Bouchard (nous avons pris connaissance des notes sténographiées de l'entrevue), a reconnu à regret qu'il s'était placé dans un conflit d'intérêts et a déclaré que, lorsqu'il s'était aperçu qu'une maison d'édition de manuels scolaires (dont il était actionnaire) commençait à faire des affaires avec une Commission Scolaire, il a remis sa démission et a repris sa souscription initiale préférant être libre. D'autres ont déclaré qu'ils avaient été étonnés de recevoir certaines redevances. Nous constatons donc qu'au moins quelques individus se rendirent compte qu'ils couraient le risque de se placer en conflit d'intérêts. Ils eurent la décence d'éviter de se trouver dans une situation équivoque. Certains fonctionnaires, tout en reconnaissant qu'ils s'étaient placés en conflit d'intérêts ont plaidé l'absence de règles précises; la Commission du Service Civil a dû leur faire remarquer qu'en tout temps le fonctionnaire doit agir avec prudence et, en l'absence de règles, s'en reporter aux dictées de sa propre conscience. Notons ici que ce n'est qu'en 1960 que le Comité Catholique, dans une décision consignée au procès-verbal de sa séance du 14 décembre, a exigé que les auteurs se retirent des comités dont ils faisaient partie au moment où se discutait la question de l'adoption de leurs propres manuels.

14.

Après avoir pris connaissance au cours de notre enquête du rôle des maisons d'édition dans la production et la vente des manuels scolaires, nous sommes d'avis que tout fonctionnaire lié de quelque façon au domaine de l'enseignement risque de se placer en conflit d'intérêts lorsqu'il devient directement intéressé comme actionnaire ou administrateur d'une maison d'édition. Par exemple, la majorité des fonctionnaires dont il s'agit dans ce rapport nous ont appris qu'ils étaient actionnaires du Centre de Psychologie et de Pédagogie. Selon eux, cette maison d'édition qui n'édite que des manuels scolaires a été fondée par un groupe de professeurs. Un nombre important de ses actionnaires joue un rôle dans le domaine de l'enseignement. Un des fonctionnaires ayant déclaré, en réponse à une de nos

questions...

questions, que les actions du Centre de Psychologie et de Pédagogie rapportaient 6% a ajouté:- "C'est un placement qui, en même temps, favorise les auteurs, mais ce sont surtout les professeurs qui, pour amener de l'eau au moulin, ont créé la coopérative d'auteurs." Comme le succès financier d'une entreprise d'édition est en relation directe avec la vente de manuels et que les actionnaires du Centre de Psychologie et de Pédagogie forment un réseau de diffusion à travers la province (par les fonctions qu'ils détiennent dans l'enseignement) nous sommes en droit de nous demander si le montant d'affaires réalisé par le Centre de Psychologie et de Pédagogie est indépendant de l'influence que peuvent exercer les actionnaires dans la diffusion des manuels scolaires. Le président-fondateur de ce Centre, monsieur Vinette, lors de son entrevue, a convenu que cette maison d'édition était mieux placée que les maisons d'édition commerciales pour connaître les besoins dans le monde de l'enseignement et pour constater s'il n'y aurait pas lieu de répondre à des besoins particuliers. Comment ne pas voir une incompatibilité entre le rôle d'actionnaire ou d'administrateur dans une maison d'édition de manuels scolaires et celui d'auteur-fonctionnaire du département de l'Instruction Publique? Rappelons aussi l'avantage sur ses concurrents dont bénéficiait l'auteur qui était membre d'un organisme d'approbation de programmes scolaires. Ayant collaboré à la préparation d'un programme il avait l'avantage de le connaître mieux que ceux qui n'avaient pas participé à son élaboration. Par ailleurs, il était plus en mesure pour ce motif de travailler à la rédaction d'un manuel avant qu'il ne soit. Et enfin, être bien connu de ceux qui siégeaient sur le même comité que lui ne pouvait que contribuer à lui faciliter la tâche.

15. En résumé, Monsieur le Premier Ministre, nous croyons qu'il est d'une nécessité absolue qu'à l'avenir le gouvernement et les fonctionnaires prennent les moyens nécessaires pour empêcher que ne se développent des situations de conflits d'intérêts.
16. Nous formulons le souhait que la création du nouveau Ministère de l'Education apporte de l'ordre et de la justice dans la manière d'approuver les manuels scolaires et que les fonctionnaires provinciaux profiteront des leçons qu'il faut retirer de cette enquête afin d'éviter les situations de conflit d'intérêts.

17. En...

17. En vous recommandant, Monsieur le Premier Ministre, les sanctions que vous trouverez à la fin de ce rapport, nous croyons qu'il est bon que vous sachiez que nous avons tenu compte des considérations suivantes:-
- (a) la situation dans laquelle se sont trouvés les fonctionnaires dont il s'agit dans ce rapport;
 - (b) le fait que la loi qui régit les fonctionnaires dans notre province ne contient pas d'articles qui réglementent d'une façon précise les conflits d'intérêts. (Il faudra tenir compte de ceci dans toute refonte de la loi régissant la fonction publique);
 - (c) dans la plupart des cas, nous avons eu affaire à des personnes de bonne foi lesquelles, il convient de le noter, ont agi à l'intérieur d'un "système" basé sur une morale sociale singulière, trop longtemps tolérée par une opinion publique insensible. Jusqu'où ces personnes peuvent-elles être tenues responsables de ce "système" qui a conduit à des accommodements de conscience? Il faut en tenir compte dans le dosage des sanctions. Etablir le degré de responsabilité de chacun n'est pas tâche facile; et ensuite
 - (d) le fait que la réputation et le prestige des intéressés ont déjà souffert de la publicité donnée depuis janvier dernier aux faits rapportés à leur sujet dans le rapport de la Commission d'Enquête Bouchard.
18. Il nous appartient maintenant de considérer le cas particulier de chaque fonctionnaire mentionné dans votre lettre du 20 février.
19. DAVIGNON, Marie-Jeanne
Secrétaire de la Commission des Ecoles élémentaires
- Le rapport Bouchard rapporte, au Tableau II, que mademoiselle Davignon aurait été l'auteur de trois manuels de bienséance, qu'elle aurait fait partie d'organismes d'approbation de manuels scolaires, etc., etc., et que ses manuels, édités par la maison Fides en 1956, lui auraient rapporté la somme de \$2,000.00 en redevances (alors qu'un montant de \$69,441.00 aurait été versé en redevances à l'ensemble des auteurs conjoints).

20. Notre...

20.

Notre enquête a révélé que mademoiselle Davignon n'était pas fonctionnaire en 1956 lors de l'approbation de ses manuels. Elle ne l'est devenue qu'en 1960. Le montant de \$2,000.00 qu'elle a reçu était un montant forfaitaire que la maison Fides devait, en vertu d'un contrat, lui verser même si les manuels n'étaient pas approuvés par le Comité Catholique. Nous considérons que mademoiselle Davignon ne s'est pas placée en conflit d'intérêts et n'a pas dérogé à ses devoirs de fonctionnaire.

21.

ROULEAU, Cécile

Directrice de la Revue de l'Instruction Publique

D'après le Tableau II du rapport Bouchard mademoiselle Rouleau aurait été l'auteur de manuels scolaires qui ont été approuvés alors qu'elle faisait partie d'organismes d'approbation de ces mêmes manuels. Ces derniers ont été édités par la maison Fides qui lui aurait versé des redevances de \$33,297.00. Le montant des redevances à l'ensemble des auteurs conjoints se serait élevé à \$115,987.00. De plus, mademoiselle Rouleau faisait partie du Comité pédagogique de la revue "L'Elève" et pour cette fonction elle aurait reçu \$4,096.18.

22.

Notre enquête a confirmé ces faits. Mademoiselle Rouleau, fonctionnaire du département de l'Instruction Publique à Québec, exerçait les fonctions de directrice et rédactrice en chef des revues: "l'Enseignement Primaire" et "l'Instruction Publique". Elle faisait partie de comités chargés d'approuver les programmes d'écoles élémentaires et secondaires et d'autres comités chargés d'approuver des manuels scolaires. La revue "L'Elève" dont elle était aviseur pédagogique devait être approuvée par la sous-commission des écoles élémentaires dont elle était membre. Notons que sur ce dernier fait nous avons recueilli des informations contradictoires (nous ne croyons pas que cela affecte le fond de la question). Mademoiselle Rouleau a déclaré que la revue "L'Elève" était approuvée au niveau de la sous-commission des écoles élémentaires, alors que le département de l'Instruction Publique nous a informé que cette sous-commission n'a jamais eu ce rôle; les revues pédagogiques étaient en général approuvées par des sous-comités spéciaux. De toute façon rappelons ce que nous avons dit au paragraphe 8 au sujet de l'article 102 du Code criminel et notons que

du...

du point de vue civil, le fait que l'approbation de "L'Elève" ne relevait pas de la sous-commission dont mademoiselle Rouleau était membre n'empêche pas à lui seul qu'il y ait conflit d'intérêts dans son cas. Elle a déclaré (page 26 des notes sténographiées de son entrevue avec la Commission Bouchard) qu'elle s'était toujours étonnée de recevoir des montants de Fides pour ses services à "L'Elève". Mademoiselle Rouleau est actionnaire du Centre de Psychologie et de Pédagogie.

23. La Commission recommande que mademoiselle Rouleau prenne immédiatement les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir de se trouver en conflit d'intérêt c'est-à-dire:-

- (a) qu'elle cesse de faire partie d'organismes chargés d'approuver les manuels scolaires ou les revues pédagogiques dont elle pourrait être l'auteur, la collaboratrice ou l'aviseur;
- (b) qu'elle cesse de faire partie d'entreprises d'édition de manuels scolaires comme actionnaire ou à d'autres titres; et
- (c) qu'à défaut de (a) et (b) elle remette sa démission comme fonctionnaire au ministre de l'Education.

24. BILODEAU, Charles
Conseiller technique du département de l'Instruction Publique

D'après le Tableau II du rapport Bouchard monsieur Bilodeau aurait été l'auteur d'un manuel intitulé "Initiation à la psychologie" approuvé en 1955 et édité au Centre de Psychologie et de Pédagogie. Monsieur Bilodeau aurait fait partie d'organismes d'approbation de manuels scolaires et aurait reçu des redevances de \$9,027.00. Il aurait été aussi membre de la Commission des Prix.

25. Au cours de notre enquête nous avons constaté que monsieur Bilodeau n'était pas l'auteur mais le traducteur du volume ci-haut mentionné. Il en aurait fait la traduction à la demande des autorités du département de l'Instruction Publique. Il s'agit d'un ouvrage américain de 373 pages, intitulé

"Initiation...

"Initiation à la Psychologie". Monsieur Bilodeau, il faut le noter, n'a pas entrepris cette traduction sans prendre la précaution élémentaire de se mettre en rapport avec l'auteur américain. Il a signé un contrat avec le Centre de Psychologie et de Pédagogie basé sur la vente de son manuel. Il est actionnaire de cette maison d'édition.

26. Nous sommes d'avis que monsieur Bilodeau ne peut être considéré comme étant en conflit d'intérêts à titre d'auteur. Cependant, nous vous référons au paragraphe 14 de ce rapport où nous vous signalons que, d'après nous, il y a incompatibilité entre le fait qu'un auteur soit à la fois fonctionnaire du département de l'Instruction Publique et actionnaire d'une maison d'édition, donc intéressé à la diffusion de son manuel (qu'il s'agisse d'un texte original ou d'une traduction).

27. La Commission recommande que monsieur Bilodeau prenne immédiatement les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir de se trouver en conflit d'intérêts c'est-à-dire:-

- (a) qu'il cesse de faire partie d'organismes chargés d'approuver les manuels scolaires dont il pourrait être l'auteur, le collaborateur ou le traducteur;
- (b) qu'il cesse de faire partie d'entreprises d'édition de manuels scolaires comme actionnaire ou à d'autres titres; et
- (c) qu'à défaut de (a) et (b) il remette sa démission comme fonctionnaire au ministre de l'Education.

28. PERRON, Louis
Professeur d'Ecole Normale

Selon le rapport Bouchard, Tableau II, monsieur Perron aurait été l'auteur de manuels scolaires, lesquels auraient été approuvés alors qu'il faisait partie d'organismes d'approbation. Il a été son propre éditeur et le montant des redevances n'est pas mentionné dans le rapport Bouchard.

29. Notre...

29. Notre enquête a révélé que monsieur Perron a écrit 13 manuels de 1950 à date et que jusqu'en 1956 il occupait un poste d'officier spécial du département de l'Instruction Publique; depuis cette date il est uniquement professeur d'école normale. Il a fait partie du comité chargé d'élaborer le programme de la matière dans laquelle il se spécialisait (l'agriculture). Ceci lui permettait d'être saisi avant les autres concurrents des possibilités de marché qui s'ouvrent. Il a aussi été l'auteur de manuels qui ont été approuvés alors qu'il faisait partie d'organismes d'approbation de ces mêmes manuels. Il a admis qu'il aurait peut-être été sage de sa part de ne pas en faire partie. Nous croyons que le poste d'officier spécial qu'il a occupé jusqu'en 1956 aurait pu lui permettre de suggérer des corrections au "système" d'approbation des manuels scolaires.

30. La Commission recommande que monsieur Perron prenne immédiatement les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir de se trouver en conflit d'intérêts c'est-à-dire:-

- (a) qu'il cesse de faire partie d'organismes chargés d'approuver les manuels scolaires dont il pourrait être l'auteur, le collaborateur ou le traducteur;
- (b) qu'il cesse de faire partie d'entreprises d'édition de manuels scolaires comme actionnaire ou à d'autres titres; et
- (c) qu'à défaut de (a) et (b) il remette sa démission comme fonctionnaire au ministre de l'Éducation.

31. GOSSELIN, Maurice
Inspecteur général adjoint

Le rapport Bouchard mentionne au Tableau VII que monsieur Gosselin aurait touché, avec ses collaborateurs, des redevances pour un montant de \$110,604.00 représentant 20.6% des ventes totales de ses manuels.

32. Notre enquête a révélé que monsieur Gosselin avait trois collaborateurs et que le montant des redevances avait été divisé également en quatre. Même si monsieur Gosselin était membre de la Com-

mission...

mission des Ecoles secondaires et du sous-comité de bienséance et de civisme, nous ne le considérons pas en conflit d'intérêts comme auteur puisque ces organismes n'ont jamais été appelés à approuver ses manuels. Cependant, nous sommes en droit de nous demander s'il ne pouvait pas exercer une influence dans la diffusion de ses manuels dans les écoles du fait qu'il était à la fois inspecteur d'écoles et actionnaire d'une entreprise d'édition. Il est actionnaire du Centre de Psychologie et de Pédagogie.

33.

La Commission recommande que monsieur Gosselin prenne immédiatement les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir de se trouver en conflit d'intérêts c'est-à-dire:-

- (a) qu'il cesse de faire partie d'organismes chargés d'approuver les manuels scolaires dont il pourrait être l'auteur, le collaborateur ou le traducteur;
- (b) qu'il cesse de faire partie d'entreprises d'édition de manuels scolaires comme actionnaire ou à d'autres titres; et
- (c) qu'à défaut de (a) et (b) il remette sa démission comme fonctionnaire au ministre de l'Éducation.

34.

PEPIN, Jean-Guy
Professeur d'Ecole Normale

Le rapport Bouchard, au Tableau II, rapporte que monsieur Pépin aurait été l'auteur de deux manuels d'initiation à l'hygiène édités par le Centre de Psychologie et de Pédagogie et approuvés, en 1957, alors qu'il faisait partie d'organismes d'approbation de manuels scolaires. Il aurait reçu des redevances comme auteur au montant de \$17,094.00.

35.

Notre enquête démontre que le premier volume de monsieur Pépin a été approuvé en 1955, le second en 1956, alors qu'il ne faisait partie d'aucun organisme d'approbation. Ces deux volumes, destinés aux écoles normales, furent réunis en un seul et approuvés en 1957 mais monsieur Pépin ne faisait pas

partie...

partie du sous-comité d'approbation au niveau des écoles normales. Il faisait partie cependant de sous-comités d'hygiène (élémentaire et secondaire). Donc en fait monsieur Pépin n'a pas été en conflit d'intérêts comme auteur. Toutefois nous croyons, tel que nous l'avons énoncé au paragraphe 14, qu'il y a incompatibilité entre le fait que monsieur Pépin ait été à la fois fonctionnaire du département de l'Instruction Publique, auteur, et actionnaire d'une entreprise d'édition.

36. La Commission recommande que monsieur Pépin prenne immédiatement les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir de se trouver en conflit d'intérêts c'est-à-dire:-

- (a) qu'il cesse de faire partie d'organismes chargés d'approuver les manuels scolaires dont il pourrait être l'auteur, le collaborateur ou le traducteur;
- (b) qu'il cesse de faire partie d'entreprises d'édition de manuels scolaires comme actionnaire ou à d'autres titres; et
- (c) qu'à défaut de (a) et (b) il remette sa démission comme fonctionnaire au ministre de l'Education.

37. BEAUDRY, Gérard
Directeur de l'Ecole Normale Jacques-Cartier

Au Tableau VII du rapport Bouchard il est rapporté que des redevances, au montant de \$778,866.00, auraient été versées à monsieur Beaudry et à ses collaborateurs représentant 25.8% des ventes totales de leurs manuels. Le même tableau rapporte également qu'à monsieur Beaudry et à sa famille des redevances, au montant de \$455,078.00, auraient été versées représentant encore là 25.8% de la vente totale de ses manuels.

38. Monsieur Beaudry a fait partie de la Commission des Ecoles Normales à partir de 1960. Ses manuels scolaires avaient été approuvés quelques années auparavant. Il n'est donc pas en conflit d'intérêts à titre d'auteur ayant fait partie d'organismes d'approbation. Au moment de notre enquête monsieur Beaudry était le président du Centre de Psychologie et de Pédagogie (dont il avait d'ailleurs été un des membres-fondateurs). Ici

encore...

encore nous voyons incompatibilité entre le fait qu'une personne soit à la fois fonctionnaire du département de l'Instruction Publique, auteur, et intéressé dans une entreprise d'édition à titre d'administrateur ou d'actionnaire.

39. La Commission recommande que monsieur Beaudry prenne immédiatement les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir de se trouver en conflit d'intérêts c'est-à-dire:-

- (a) qu'il cesse de faire partie d'organismes chargés d'approuver les manuels scolaires dont il pourrait être l'auteur, le collaborateur ou le traducteur;
- (b) qu'il cesse de faire partie d'entreprises d'édition de manuels scolaires comme actionnaire ou à d'autres titres; et
- (c) qu'à défaut de (a) et (b) il remette sa démission comme fonctionnaire au ministre de l'Éducation.

40. DeBRAY, Alain
Professeur d'Ecole Normale

Le rapport de la Commission Bouchard, au Tableau II, rapporte que monsieur de Bray aurait été l'auteur de manuels scolaires édités par le Centre de Psychologie et de Pédagogie (dont il est actionnaire) alors qu'il faisait partie d'organismes d'approbation de manuels scolaires. Les éditeurs lui auraient versé des redevances au montant de \$20,781.00. Son nom apparaît également au Tableau VII comme ayant reçu, lui et sa famille, des redevances pour un montant de \$82,066.00 représentant 18.3% des ventes totales de ses manuels.

41. Notre enquête révèle qu'en effet monsieur de Bray a fait partie d'organismes d'approbation de manuels lorsque certains de ses propres manuels ont été approuvés. Il nous a admis qu'il s'était peut-être placé en conflit d'intérêts mais qu'il n'avait pas cru que cette pratique était malhonnête. Il a joué un rôle peu important dans l'administration du département de l'Instruction Publique et a agi comme plusieurs autres au sein d'un "système" établi qu'il n'avait pas en somme la responsabilité de corriger.

42. La...

42. La Commission recommande que monsieur de Bray prenne immédiatement les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir de se trouver en conflit d'intérêts c'est-à-dire:-

- (a) qu'il cesse de faire partie d'organismes chargés d'approuver les manuels scolaires dont il pourrait être l'auteur, le collaborateur ou le traducteur;
- (b) qu'il cesse de faire partie d'entreprises d'édition de manuels scolaires comme actionnaire ou à d'autres titres; et
- (c) qu'à défaut de (a) et (b) il remette sa démission comme fonctionnaire au ministre de l'Éducation.

43. VINETTE, Roland
Secrétaire du département de l'Instruction Publique
 et
Secrétaire du Comité Catholique du Conseil de l'Instruction Publique

Le rapport de la Commission d'Enquête sur le Commerce du Livre relate au Tableau II que monsieur Vinette aurait été l'auteur de manuels scolaires approuvés lorsqu'il faisait partie d'organismes d'approbation de ces mêmes manuels. Les manuels ont été édités par le Centre de Psychologie et de Pédagogie qui lui aurait versé des redevances de \$3,400.00. Le Tableau VII indique que monsieur Vinette et ses collaborateurs auraient reçu des redevances au montant de \$67,171.00, représentant 40% de la vente de ses manuels, et que des redevances additionnelles au montant de \$57,634.00 auraient été versées à monsieur Vinette et à sa famille chiffre qui représente encore 40% de la vente totale de ses manuels.

44. Nous avons appris, au cours de notre enquête, que monsieur Vinette avait été président-fondateur du Centre de Psychologie et de Pédagogie, poste qu'il a abandonné lorsqu'il est devenu directeur-adjoint des Ecoles Normales en 1951 au département de l'Instruction Publique. Il est demeuré actionnaire de ce centre d'édition. Monsieur Vinette depuis 1955 était secrétaire du Comité Catholique et également secrétaire du département de l'Instruction Publique, Il avait rang

de...

de sous-ministre et remplissait ce rôle auprès du Surintendant de l'Instruction Publique. Comme Secrétaire du Comité Catholique il était "ex officio" secrétaire de tous les organismes d'approbation de programmes et de manuels scolaires, etc., etc., qui relèvent du Comité Catholique.

45. Monsieur Vinette nous a assuré qu'il n'était pas présent (quoique, nous venons de le voir, il en était membre d'office) lorsque les divers organismes d'approbation ont approuvé son manuel "Echelle de Vocabulaire et d'Orthographe" en 1961.
46. Lorsque la Commission a discuté avec monsieur Vinette le système d'approbation, d'édition et de diffusion de manuels scolaires dans la province de Québec, il a admis que ce système risquait de donner naissance à des conflits d'intérêts. Il nous a même dit qu'à un moment il avait prévu ce qui allait arriver (c'est-à-dire une ou des enquêtes du genre de celle que nous venons de terminer).
47. Monsieur Vinette s'est défendu avec vigueur contre l'accusation qu'il avait négligé d'informer le Surintendant de l'Instruction Publique et le Comité Catholique des conflits d'intérêts qui existaient dans le système d'approbation des manuels scolaires. Dès 1956 le Comité Catholique avait été saisi du problème de la présence d'auteurs dans les organismes d'approbation. Il s'agissait en l'occurrence de l'approbation de la grammaire de Laurence et du manuel d'histoire de Filteau. Souvent la question était à l'ordre du jour mais elle était reportée à une autre séance. Nous vous référons à la dernière phrase du paragraphe 13. Au cours de sa déposition devant la Commission Bouchard, le Surintendant de l'Instruction Publique, monsieur Desaulniers, a déclaré que le secrétaire du département de l'Instruction Publique (monsieur Vinette):- "... était le seul en mesure de prendre l'initiative de démarrer un mouvement de "correction systématique" dans le système d'approbation des "manuels scolaires. Il était de par ses fonctions la personne la plus en contact avec les mécanismes d'approbation et, par conséquent, le plus en mesure de préconiser les réformes nécessaires.

48. Nous...

48. Nous ne mettons pas en doute la parole de monsieur Vinette lorsqu'il affirme qu'il a informé monsieur Desaulniers et le Comité Catholique de cas particuliers tels ceux de messieurs Laurence et Filteau mentionnés plus haut. Etant donné qu'il était fort bien placé pour voir le problème dans son ensemble, il aurait dû recommander une politique générale, vigoureuse et efficace au Comité Catholique pour éviter tous les cas de conflits d'intérêts. Monsieur Vinette lui-même, au cours de sa déposition devant la Commission Bouchard, a dit (page 27 du compte-rendu sténographié) que peut-être le Comité Catholique aurait-il pu demander à des experts de lui soumettre des projets (pour exclure les conflits d'intérêts). C'était précisément là le rôle de monsieur Vinette, il aurait dû former ce comité d'experts et en diriger les délibérations. Selon nous il n'a pas insisté auprès du Surintendant de l'Instruction Publique et du Comité Catholique avec assez de fermeté et n'a pas tenté d'assez sérieux efforts pour remédier à un système défectueux. Il a laissé continuer ce système sinon expressément du moins tacitement. Il y a là une négligence, consciente ou non (qu'elle soit inconsciente, elle n'en n'est pas moins inexcusable) et un manque de compétence et d'initiative.
49. Monsieur Vinette a démontré qu'il n'avait pas le jugement et l'esprit d'initiative qu'il convient à un fonctionnaire supérieur pour occuper un poste qui comporte les responsabilités de celui qu'il détenait.
50. La Commission recommande que monsieur Vinette:-
- (a) soit réprimandé;
 - (b) qu'il cesse de faire partie d'organismes chargés d'approuver les manuels scolaires dont il pourrait être l'auteur, le collaborateur ou le traducteur;
 - (c) qu'il cesse de faire partie d'entreprises d'édition de manuels scolaires comme actionnaire ou à d'autres titres;
 - (d) qu'à défaut de (b) et (c) il remette sa démission comme fonctionnaire au ministre de l'Education.

51. Filteau...

51. FILTEAU, Gérard
Conseiller technique au département de l'Instruction Publique

Selon le rapport Bouchard, au Tableau II, monsieur Filteau aurait été l'auteur de manuels scolaires qui ont été approuvés alors qu'il faisait partie d'organismes d'approbation de ses manuels. Le Centre de Psychologie et de Pédagogie, dont il est actionnaire, aurait édité ses manuels et aurait versé à leur auteur le montant de redevances de \$184,701.00. Au Tableau VII il apparaît que monsieur Filteau et sa famille auraient reçu des redevances pour une somme de \$192,562.00 représentant 35.1% de la vente totale de ses manuels. En plus, le commissaire Bouchard rapporte que le 10 juillet 1963 monsieur Peter Morson, représentant de Palm Publishers, adressait une lettre à la Commission d'Enquête dans laquelle il accuse monsieur Filteau de plagiat.

52. Notre enquête a confirmé tous ces faits. Nous avons lu la lettre de monsieur Morson d'après laquelle monsieur Filteau, pour écrire "L'héritage du Vieux Monde" (ouvrage pour lequel il a reçu de très fortes redevances), se serait inspiré d'un volume américain intitulé "Our Old Work Background" publié par la maison Laidlaw Brothers (Catholic Text-Book Division). Nous avons comparé ces deux manuels et il n'y a aucun doute que, tel que le rapporte le rapport Bouchard à la page 40, "Les titres des divers chapitres, leur agencement et leur succession correspondent parfaitement d'un ouvrage à l'autre. Nous avons de plus relevé un nombre considérable de paragraphes du texte de M. Filteau qui sont une traduction littérale du texte anglais." Sans aucun doute l'accusation de plagiat est bien fondée. Lors de son interrogatoire devant la Commission d'Enquête Bouchard et devant la Commission du Service Civil, monsieur Filteau a admis:-

- a) qu'il n'avait jamais communiqué avec l'éditeur américain pour lui faire part de son intention de reproduire de nombreux passages entiers du manuel américain; et
- b) qu'il avait été imprudent et négligent d'agir ainsi.

53. Notons en passant que notre enquête a également révélé que monsieur Filteau a occupé des postes importants dans le système d'approbation des

manuels...

manuels d'histoire (il a été à un moment donné président du sous-comité d'histoire) et qu'il a bénéficié de certains privilèges avantageux sur ses concurrents. Nous vous référons au paragraphe 14 de ce rapport. Monsieur Vinette, nous l'avons déjà vu, s'est inquiété en 1956 du fait que monsieur Filteau faisait partie de comités chargés d'approuver ses propres manuels d'histoire.

54. Le plagiat dont s'est rendu coupable monsieur Filteau constitue pour nous une offense très grave. Il a fait preuve d'une conduite inqualifiable, moralement répréhensible, et a nettement dérogé à ses devoirs de fonctionnaire. Peut-être a-t-il agi sans se rendre compte des conséquences de ses actions. Peut-être ceci pourrait-il expliquer son comportement mais n'excuse pas ce qu'il a fait.

55. La Commission recommande que monsieur Filteau remette immédiatement sa démission à défaut de quoi la Commission recommandera qu'il soit destitué.

56. CARIGNAN, Abbé Paul-Henri
Visiteur-adjoint des Instituts Familiaux

Selon le rapport Bouchard, au Tableau II, l'abbé Carignan aurait été l'auteur d'un manuel intitulé "Education familiale de la jeune fille", édité en 1961 aux Editions du Pélican, alors qu'il aurait fait partie d'organismes d'approbation de manuels scolaires. Il aurait reçu des redevances de \$3,073.00.

57. Notre enquête a révélé que l'abbé Carignan n'était pas l'auteur de ce volume mais qu'il avait été requis par l'éditeur de trouver un auteur; en fait il en a trouvé deux, et à mesure que les textes parvenaient à l'éditeur celui-ci les remettait à l'abbé Carignan pour qu'il en fasse l'étude, l'analyse et la correction. L'abbé Carignan affirme qu'il n'y avait eu aucun contrat ni aucune entente verbale préalable. Il avait fait partie d'or-

ganismes...

ganismes d'approbation des manuels concernant l'éducation familiale mais il nous a déclaré que c'est un comité spécial, dont il ne faisait pas partie, qui a approuvé le manuel dont il est question dans le rapport Bouchard. Lorsque nous lui avons demandé pourquoi l'éditeur s'était adressé à lui plutôt qu'à un autre pour corriger les textes de ce manuel, l'abbé Carignan a répondu qu'il s'occupait d'éducation familiale depuis dix ans, que l'éditeur savait cela (l'éditeur savait aussi qu'il faisait partie de comités et commissions d'approbation) et que c'était sans doute pour cela qu'il s'était adressé à lui.

58. Nous sommes d'avis que l'abbé Carignan n'est pas en conflit d'intérêts à titre d'auteur mais plutôt à titre de collaborateur. Nous ne pouvons affirmer que l'éditeur a demandé à l'abbé Carignan de lui trouver un auteur et d'en corriger les textes parce qu'il le croyait en mesure d'exercer une influence (nous référons à nos remarques antérieures concernant l'article 102 du Code criminel au paragraphe 8) sur l'approbation du manuel en question à cause de sa fonction de visiteur-adjoint des Instituts familiaux et de sa participation aux comités d'approbation. Cependant, parce qu'en fait l'abbé Carignan était en mesure d'exercer une telle influence, il a peut-être agi de bonne foi mais, d'après nous, il a agi avec imprudence en acceptant cette ristourne et il mérite une sanction.

59. Nous devons vous dire, Monsieur le Premier Ministre, que le nom de l'abbé Carignan était sur les listes de ceux dont la fonction devait être reclassifiée, avec effet à partir du 1er novembre 1963, par le Comité consultatif de Reclassification. Parce que son cas était devant la Commission du Service Civil son nom a été rayé de la liste. Nous considérons que l'abbé Carignan a donc déjà été puni pour son imprudence.

60. La...

60.

La Commission recommande que l'abbé Carignan prenne immédiatement les mesures nécessaires pour éviter à l'avenir de se trouver en conflit d'intérêts c'est-à-dire:-

- (a) qu'il cesse de faire partie d'organismes chargés d'approuver les manuels scolaires dont il pourrait être l'auteur, le collaborateur ou le traducteur;
- (b) qu'à défaut de ce faire il remette sa démission comme fonctionnaire au ministre de l'Education.

Humblement soumis,

LA COMMISSION DU SERVICE CIVIL
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

René J. Gauthier

.....

Président

Ministère

.....
Commissaire

J. E. Gauthier

.....
Commissaire

Québec le 31 juillet 1964